

Inetum

Société par actions simplifiée au capital de 134.695.416 euros
Siège social : 7 rue Touzet Gaillard 93400 Saint-Ouen-Sur-Seine
385 365 713 R.C.S. Bobigny.
(la « **Société** »)

Affectation du résultat

Exercice 2022

DEUXIEME DECISION

(AFFECTATION DU RESULTAT)

L'Associé Unique décide d'affecter le résultat de l'exercice 2022 qui s'élève à 22 817 497,69 euros, de la manière suivante :

- Complément à la réserve légale de 155 387,40€
- Report à Nouveau de 22 662 110,29€

Distributions antérieures de dividendes

Conformément à l'article 243 bis du Code Général des Impôts, l'Associé Unique prend acte qu'il n'a été versé aucun dividende au titre des trois derniers exercices sociaux.

Cependant il est rappelé, sur décision de l'Assemblée Générale en date du 18 novembre 2022, la mise en distribution exceptionnelle de réserves, prélevée sur le compte « Primes d'émission », d'un montant de 10.000.000 €.

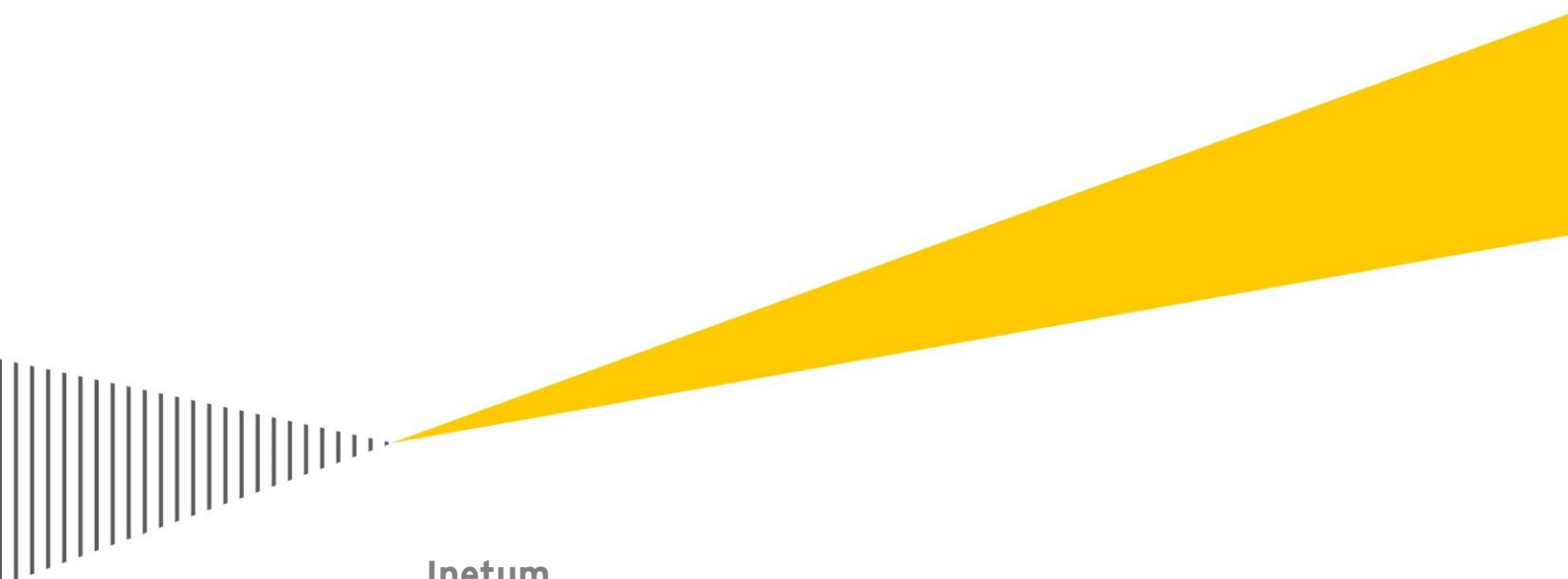
Dépenses non déductibles fiscalement

Conformément aux dispositions des articles 39-4 et 223 quater du Code général des impôts, l'Associé Unique approuve la somme de 545 k€ enregistrée dans les comptes annuels, correspondant à des dépenses non déductibles fiscalement.

DocuSigned by:

6DFF99450687427...

L'Associée Unique
GRANITE France BIDCO
Représentée par Jacques Pommeraud



Inetum

Exercice clos le 31 décembre 2022

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

ERNST & YOUNG et Autres



Inetum

Exercice clos le 31 décembre 2022

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Aux Associés de la société Inetum,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société Inetum relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2022, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

■ Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

■ Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le Code de commerce et par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2022 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R. 823-7 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

■ Chiffre d'affaires

La note « Chiffre d'affaires » de la section 2.3. « Règles et principes comptables » de l'annexe aux comptes annuels expose les règles de reconnaissance du chiffre d'affaires. Dans le cadre de notre appréciation des règles et des principes comptables suivis par votre société, nous avons vérifié le caractère approprié des méthodes comptables appliquées et leur correcte application.

■ Immobilisations incorporelles et financières

Les notes « Immobilisations incorporelles » et « Immobilisations financières » de la section 2.3. « Règles et principes comptables » de l'annexe aux comptes annuels exposent les modalités d'évaluation des fonds de commerce, des titres de participation, des créances rattachées et des comptes courants, basées sur les perspectives de rentabilité appréciées par référence aux flux de trésorerie futurs actualisés des sociétés concernées.

Nos travaux ont consisté à revoir les données et les hypothèses sur lesquelles se fondent les prévisions de rentabilité ainsi que les calculs effectués par votre société. Dans le cadre de nos appréciations, nous avons vérifié le caractère raisonnable de ces estimations.

■ Provisions pour risques et charges

La note « Provisions pour risques et charges » de la section 2.3. « Règles et principes comptables » et la note 8 « Provisions pour risques et charges » de la section 2.4. « Notes sur le bilan » de l'annexe aux comptes annuels exposent les règles de comptabilisation des provisions ainsi que les principales estimations comptables retenues par la direction.

Nos travaux ont consisté à revoir les principes comptables, les données et les hypothèses sur lesquelles se fondent les estimations de ces provisions. Dans le cadre de nos appréciations, nous avons vérifié le caractère raisonnable de ces estimations et le caractère approprié des informations fournies dans ces notes de l'annexe.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du président et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux associés.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D. 441-6 du Code de commerce.

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le président.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 823-10-1 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- ▶ il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- ▶ il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- ▶ il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- ▶ il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris-La Défense, le 22 juin 2023

Le Commissaire aux Comptes
ERNST & YOUNG et Autres



Pierre Jouanne

Comptes sociaux Annuels 31/12/2022

1.COMPTES SOCIAUX ANNUELS

1.1 Bilan

(en milliers d'euros)				31.12.22	31.12.21
		Valeurs brutes	Amortissement et dépréciations	Valeurs nettes	Valeurs nettes
Immobilisations incorporelles	note 1	266 340	(72 191)	194 149	187 431
Immobilisations corporelles	note 2	52 729	(27 776)	24 953	16 330
Immobilisations financières	note 3	693 922	(26 530)	667 392	668 385
ACTIF IMMOBILISE		1 012 991	(126 497)	886 494	872 146
Stock de marchandises		253	(66)	187	187
Avances versées sur commandes en cours		2 760	-	2 760	214
Créances clients et comptes rattachés	note 4	215 344	(16 609)	198 735	217 178
Autres créances	note 5	148 497	(643)	147 854	148 602
Valeurs mobilières de placement		30	-	30	30
Disponibilités		81 802	-	81 802	104 326
Charges constatées d'avance		19 030	-	19 030	13 787
ACTIF CIRCULANT		467 716	(17 318)	450 397	484 324
Charges à répartir sur plusieurs exercices	note 6	-	-	-	6 912
Ecart de conversion actif		-	-	-	-
TOTAL ACTIF		1 480 707	(143 815)	1 336 890	1 363 382

(en milliers d'euros)		31.12.22	31.12.21
Capital		134 695	133 141
Primes d'émission, de fusion, d'apport		62 082	72 082
Réserve légale		13 314	13 063
Report à nouveau		97 822	75 354
Résultat de l'exercice		22 817	24 273
Provisions réglementées		45 813	38 287
CAPITAUX PROPRES	note 7	376 544	356 200
Provisions	note 8	1 445	3 187
Autres fonds propres		14	14
PROVISIONS ET AUTRES FONDS PROPRES		1 459	3 201
Emprunt obligataire	note 9	-	194 034
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	note 9	-	379 648
Dettes financières diverses	note 9	637 016	141 489
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		2 272	1 259
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	note 10	56 682	51 242
Dettes fiscales et sociales	note 10	183 030	177 626
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	note 10	11 911	1 424
Autres dettes	note 10	12 790	9 306
Produits constatés d'avance		55 185	47 953
DETTES		958 886	1 003 981
Ecart de conversion passif		-	-
TOTAL PASSIF		1 336 890	1 363 382

1.2 Compte de résultat

(en milliers d'euros)		2022	2021
Prestations de services		880 178	799 126
Ventes de marchandises		5 679	4 263
CHIFFRE D'AFFAIRES	<i>note 11</i>	885 857	803 389
Production immobilisée	<i>note 12</i>	14 071	11 829
Subventions d'exploitation		1 527	235
Reprises de dépréciations et provisions et transferts de charges	<i>note 13</i>	16 802	13 206
Autres produits		251	133
PRODUITS D'EXPLOITATION		918 508	828 792
Autres achats et charges externes		(232 193)	(185 584)
Impôts et taxes et versements assimilés		(18 829)	(18 581)
Salaires et traitements		(422 057)	(400 814)
Charges sociales		(190 398)	(178 556)
Dotations aux amortissements et dépréciations	<i>note 14</i>	(20 413)	(13 144)
Autres charges		(745)	(680)
CHARGES D'EXPLOITATION		(884 636)	(797 359)
RESULTAT D'EXPLOITATION		33 874	31 433
Produits financiers des participations		35 108	27 811
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		0	0
Autres intérêts et produits assimilés		6 530	40
Reprises sur provisions et dépréciations		548	1 186
Différences positives de change		163	74
PRODUITS FINANCIERS		42 349	29 111
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		(785)	(1 241)
Intérêts et autres charges financières		(33 731)	(18 648)
CHARGES FINANCIERES		(34 516)	(19 889)
RESULTAT FINANCIER	<i>note 15</i>	7 833	9 222
RESULTAT COURANT AVANT IMPOT		41 707	40 655
Produits exceptionnels sur opérations de gestion		739	854
Produits exceptionnels sur opérations en capital		0	16
Reprises de provisions exceptionnelles et transferts de charges		9 472	5 821
PRODUITS EXCEPTIONNELS		10 211	6 691
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion		(15 754)	(13 855)
Charges exceptionnelles sur opérations en capital		(2 091)	(94)
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions		(17 842)	(16 654)
CHARGES EXCEPTIONNELLES		(35 687)	(30 603)
RESULTAT EXCEPTIONNEL	<i>note 16</i>	(25 476)	(23 912)
Participation des salariés aux fruits de l'expansion	<i>note 17</i>	-	(3)
Prime de partage des profits		-	-
Impôt sur les bénéfices	<i>note 18</i>	6 586	7 533
RESULTAT NET		22 817	24 273

2. NOTES ANNEXES AUX COMPTES SOCIAUX ANNUELS

2.1 Principaux Événements de l'exercice

CHANGEMENT D'ACTIONNAIRES

Le fonds américain Bain Capital Private Equity a acquis en date du 20 juillet 2022, via la Société Granite France Bidco, l'intégralité des actions de la société INETUM détenue par Mannai Corporation QPSC.

AUGMENTATION DE CAPITAL

Il y a eu deux augmentations de capital au cours de l'année 2022 :

Le 20 juillet 2022, le conseil d'administration a décidé d'une augmentation de capital de 1 429 998 € par émission de 714 999 actions d'une valeur nominale de 2€ par prélèvement sur le poste report à nouveau. Le montant du capital est donc porté à 134 571 540 euros.

Le 14 octobre 2022, le Président Directeur Général, conformément à la subdélégation accordée par le Conseil d'Administration s'étant tenu le 20 juillet 2022, décide d'augmenter le capital de 123 876 euros par émission de 61 938 actions d'une valeur nominale de 2€ par prélèvement sur le poste report à nouveau. Le montant du capital est donc porté à 134 695 416 euros.

Par ailleurs, l'Assemblée Générale du 18 novembre 2022 a décidé la mise en distribution exceptionnelle de 10 000 000 d'euros prélevés sur le poste Primes d'émission.

ACQUISITIONS

Inetum a procédé à l'acquisition de titres de participation détenus par ses filiales :

- Inetum a acquis le 22 Février 2022 51% du capital de Hubtobee via Inetum Software France ;
- Inetum a acquis le 31 Mars 2022 100% du capital de Jcommerce via Inetum Polska ;
- Inetum a acquis le 1er Avril 2022 100% du capital de Editinfo via Inetum Holding Maroc ;
- Inetum a acquis le 1er Juin 2022 100% du capital de Do it Wise via Inetum Realdolmen Belgium.

TRANSMISSIONS UNIVERSELLES DE PATRIMOINE (TUP)

Dans un but de simplification juridique du groupe en France, les sociétés Inetum Africa, Inetum Immobilier France et Gfi 10 ont été dissoutes sans liquidation par transmission universelle de leur patrimoine à la société Inetum en date du 30 décembre 2022.

Les Transmissions universelles de patrimoine ont été effectuées à la valeur comptable.

L'écart négatif constaté entre l'actif net reçu et la valeur nette comptable de la participation correspondant aux plus-values latentes sur les actifs apportés a été comptabilisé en Fonds de commerce et fera l'objet d'un test de dépréciation une fois par an (cf §2.3).

L'écart négatif constaté entre l'actif net reçu et la valeur nette comptable de la participation, qualifié de vrai mali a été comptabilisé en résultat

financier.

Au 31 décembre 2022, le montant comptabilisé en produits financiers suite à ces opérations est de 670 milliers d'euros. Aucun montant n'a été inscrit en fonds de commerce.

Les conséquences de ces opérations sur les comptes 2022 sont indiquées dans les notes sur le bilan.

2.2 Événements postérieurs à la clôture

L'arrivée de Bain Capital a fortement milité en faveur d'une simplification organisationnelle et structurelle de la société INETUM :

- Depuis le 1er janvier 2023, le siège social de la société INTUM est désormais situé au 7 rue Touzet Gaillard 93400 Saint-Ouen-sur-Seine ;
- Monsieur Vincent Rouaix a démissionné de ses fonctions d'administrateur et de PDG à l'issue du Conseil d'administration du 27 février 2023 ;
- L'Assemblée Générale Mixte en date du 7 mars a décidé de la transformation de la forme légale de la société INETUM, passant ainsi d'une société anonyme à une société par actions simplifiée.

En conséquence de la transformation de la société, la société Granite France Bidco SAS occupe désormais la fonction de Président d'INETUM ayant pour représentant permanent Monsieur Jacques Pommeraud.

2.3 Règles et principes comptables

PRÉAMBULE

Les comptes annuels sont présentés conformément aux dispositions de l'Autorité des normes comptables et plus particulièrement au règlement ANC n° 2018-07 relatif au Plan Comptable Général.

Les conventions générales comptables ont été appliquées conformément aux hypothèses de base : continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, indépendance des exercices.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Aucun changement dans les méthodes d'évaluation et dans les méthodes de présentation n'a été apporté.

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Fonds commerciaux

Les fonds de commerce ont une durée de vie illimitée et font l'objet d'un test de dépréciation une fois par an.

La valeur d'utilité est appréciée sur la base d'une estimation des flux de trésorerie futurs actualisés selon les principes suivants :

- les flux de trésorerie sont issus de prévisions sur 5 ans ;
- le taux d'actualisation correspond au coût moyen pondéré du capital du secteur ;
- la valeur terminale est calculée par sommation à l'infini des flux de trésorerie actualisés, déterminés sur la base d'un flux normatif et d'un taux de croissance perpétuelle. Ce taux de croissance est en accord avec le potentiel de développement des marchés sur lesquels opère l'entité concernée, ainsi qu'avec sa position concurrentielle.

Le cas échéant, une dépréciation est comptabilisée lorsque la valeur d'utilité est inférieure à la valeur au bilan.

La quote-part des fonds de commerce liée à la clientèle est amortie sur 5 ans linéairement.

Logiciels et Frais de développement

Les logiciels acquis sont comptabilisés à leur coût d'acquisition et amortis sur le mode linéaire, en fonction de leur durée prévisible d'utilisation de 1

à 5 ans.

Les logiciels créés à usage interne sont inscrits à l'actif du bilan et amortis sur le mode linéaire, à compter de la mise en service, sur la durée prévue d'utilisation de 5 à 10 ans.

Les frais de développement sont inscrits à l'actif du bilan et amortis sur le mode linéaire, à compter de la mise en service, sur la durée prévue d'utilisation de 5 ans.

L'évaluation de la valeur des actifs immobilisés est effectuée chaque année, ou plus fréquemment si des événements ou circonstances, internes ou externes, indiquent qu'une réduction de valeur est susceptible d'être intervenue. La réalisation de performances sensiblement inférieures aux budgets ayant servi de base dans le cadre des évaluations précédemment réalisées, est considérée comme un indice de perte de valeur.

En particulier, la valeur au bilan des frais de développement activés est comparée à la valeur d'utilité. La valeur d'utilité est déterminée par la méthode des flux de trésorerie futurs actualisés (DCF), basée sur les budgets d'exploitation pour l'exercice à venir et des prévisions de chiffres d'affaires pour les quatre années suivantes. Une dépréciation est comptabilisée, le cas échéant, si la valeur au bilan est supérieure à la valeur d'utilité.

Il est constaté un amortissement dérogatoire pour le montant des dépenses portées à l'actif tant sur les logiciels créés à usage interne que sur les frais de développement activés.

IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition.

Les frais d'entretien et de réparation sont comptabilisés en charges de l'exercice.

Les amortissements sont calculés linéairement sur la durée d'utilisation probable des différentes catégories d'immobilisations. Ces durées sont principalement les suivantes :

- Matériel informatique : 1 à 5 ans ;
- Matériel de transport : 5 ans ;
- Matériel de bureau/autres : 5 à 10 ans.

IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES

Titres de participation et autres titres immobilisés

Les titres de participation figurent au bilan à leur coût d'acquisition. Une dépréciation est constatée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur d'acquisition.

Les frais liés à ces acquisitions sont enregistrés en charges exceptionnelles.

La valeur d'inventaire est déterminée en tenant compte, notamment, de la quote-part d'Inetum dans les capitaux propres de ces sociétés et des perspectives de rentabilité appréciées par référence aux flux de trésorerie futurs actualisés de ces sociétés selon les principes suivants :

- les flux de trésorerie sont issus de prévisions sur 5 ans ;
- le taux d'actualisation correspond au coût moyen pondéré du capital du secteur ;
- la valeur terminale est calculée par sommation à l'infini des flux de trésorerie actualisés, déterminés sur la base d'un flux normatif et d'un taux de croissance perpétuelle. Ce taux de croissance est en accord avec le potentiel de développement des marchés sur lesquels opère l'entité concernée, ainsi qu'avec sa position concurrentielle.

Les actions propres acquises dans le cadre du programme de rachat d'actions à objectifs multiples sont considérées comme des titres immobilisés. Lorsque leur valeur d'acquisition est inférieure à la moyenne des cours du dernier mois, une dépréciation est enregistrée correspondant à la différence entre le cours historique et la moyenne des cours du mois.

Créances rattachées à des participations

Dans le cadre de la gestion de leur trésorerie, Inetum et ses filiales ont des intérêts financiers communs. Une optimisation de la gestion de leurs flux et de leurs besoins et excédents de trésorerie est réalisée par la Société mère. Ces opérations sont réglementées par les conventions de trésorerie signées entre Inetum et ses filiales.

Les sommes mises à la disposition de Inetum par ses filiales sont rémunérées sur la base de la moyenne trimestrielle Euribor 3 mois + 0,75 %.

Les sommes prêtées par Inetum à ses filiales sont rémunérées sur la base de la moyenne trimestrielle Euribor 3 mois + 1,25 %.

Cette règle de calcul des intérêts sur comptes courants a pour objectif de se rapprocher de la réalité économique des taux d'intérêt pratiqués par les banques et les établissements de crédit.

La décision de déprécier les comptes courants et créances rattachées à des filiales d'Inetum, est effectuée en tenant compte notamment des capitaux propres de ces sociétés et des perspectives de rentabilité appréciées par référence aux flux de trésorerie futurs actualisés de ces sociétés.

ACTIF CIRCULANT

Clients et comptes rattachés

DÉPRÉCIATION DES CRÉANCES CLIENTS

Les créances dont l'échéance est dépassée depuis plus de 12 mois font l'objet d'une analyse au cas par cas et d'une dépréciation en fonction du risque de non-recouvrement, le cas échéant, à l'exception des créances garanties par la société Euler Hermes Sfac et des créances sur les administrations qui ne font pas l'objet de litiges.

Les créances faisant l'objet de litiges sont dépréciées au cas par cas.

AFFACTURAGE DES CRÉANCES CLIENTS

Inetum procède à l'affacturage de la majeure partie de ses créances clients auprès de BNP Paribas *Factor*. Une assurance couvre partiellement le risque de non-paiement.

En présence d'un contrat d'affacturage sans recours, les créances pour lesquelles la quasi-totalité des risques et avantages a été transférée ne sont pas maintenues dans le poste « clients ».

Valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières de placement figurent au bilan pour leur valeur d'acquisition ou pour leur valeur d'inventaire si celle-ci est inférieure.

L'évaluation est estimée globalement par type de placement en fonction des cours officiels à la date de clôture de l'exercice.

CHARGES A RÉPARTIR

Les frais d'émission d'emprunts sont comptabilisés en charges à étaler et repris sur la durée de l'emprunt.

Les frais d'augmentation de capital sont imputés nets d'impôt sur les primes d'émission.

CONVERSION DES ÉLÉMENTS EN DEVISES

Les dettes et créances libellées en devises sont converties aux cours en vigueur au 31 décembre. Les pertes de change latentes dégagées à cette occasion sont provisionnées.

PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

Des provisions sont constituées pour couvrir des risques et charges nettement précisés quant à leur objet, que des événements survenus rendent probables et qui peuvent être évalués de manière fiable.

Inetum ne provisionne pas ses engagements relatifs aux avantages du personnel à long terme. Les engagements de retraite figurent en engagements hors bilan, ils sont évalués conformément aux dispositions de la recommandation n° 2018-07 de l'ANC.

INSTRUMENTS FINANCIERS

Dans le cadre de sa gestion du risque de taux et de change, Inetum est amené à souscrire des instruments dérivés. Inetum applique un traitement comptable de couverture conformément à l'article 372-2 du PCG. Pour être qualifié de couverture, il est notamment nécessaire que les instruments dérivés aient pour effet de réduire le risque de variation de valeur affectant l'élément couvert et que les variations de valeur de l'élément couvert et

l'instrument dérivé soient corrélées.

Les écarts de taux dégagés sur ces instruments financiers sont comptabilisés en résultat financier.

CHIFFRE D'AFFAIRES

Les règles de prise en compte du chiffre d'affaires sont les suivantes :

1) Assistance technique, conseil et intégration de systèmes en régie

Le chiffre d'affaires de ces prestations est comptabilisé au fur et à mesure que le service est rendu. Le revenu est évalué en fonction du prix de vente contractuel et des temps passés facturables. Des factures à établir ou des produits constatés d'avance sont enregistrés lorsque la facturation n'est pas en phase avec l'avancement des travaux.

2) Prestations faisant l'objet d'un forfait

Le chiffre d'affaires est reconnu au fur et à mesure de l'avancement des travaux sur la base des coûts engagés et des coûts restant à venir. Une provision pour perte à terminaison est constatée contrat par contrat dès qu'une perte est anticipée. Des factures à établir ou des produits constatés d'avance sont enregistrés lorsque la facturation n'est pas en phase avec l'avancement des travaux.

3) Intégration de systèmes associée à des ventes de matériels

La part de revenu relative aux matériels est enregistrée lorsque le transfert des risques et avantages est effectué. Ce transfert a généralement lieu à la livraison, sauf dans les cas où les projets présentent un degré de complexité inhabituel et sont susceptibles de comporter des risques particuliers quant à leur achèvement. Dans ce cas, le projet est considéré dans son ensemble et le revenu est enregistré à l'avancement.

La part de revenu relative aux prestations de services est enregistrée à l'avancement sur la base des coûts engagés et des coûts restant à venir.

4) Ventes de logiciels et de matériels

Pour les ventes de logiciels et de matériels réalisées indépendamment de toute prestation de service, le chiffre d'affaires est constaté lorsque le risque est transféré au client. Ce transfert a lieu à la livraison.

5) Maintenance

Le chiffre d'affaires relatif à ces prestations est enregistré *prorata temporis* sur la durée du contrat.

IMPÔT SUR LES RÉSULTATS

L'impôt est calculé au taux en vigueur à la fin de l'exercice.

1) Intégration fiscale

La société Inetum est tête de Groupe d'un périmètre d'intégration fiscale. Celui-ci comprend l'ensemble des filiales et sous-filiales françaises détenues à 100 % au 1^{er} janvier de l'exercice.

Inetum constate en résultat la charge d'impôt correspondant au résultat d'ensemble du groupe d'intégration fiscale. L'économie d'impôt réalisée grâce aux déficits des sociétés intégrées n'est pas restituée par Inetum.

2) CIR

Les crédits d'impôt recherche sont comptabilisés en produit d'impôt.

RÉSULTAT EXCEPTIONNEL

Les charges et produits exceptionnels sont constitués d'éléments, qui, en raison de leur nature, de leur caractère inhabituel et de leur non-réurrence, ne peuvent être considérés comme inhérents à l'activité opérationnelle de la Société.

2.4 Notes sur le bilan

NOTE 1 - Immobilisations incorporelles

(en milliers d'euros)	31.12.21	Augmentations	Diminutions	Effet des TUP et Reclas.	31.12.22
Frais d'établissement	437				437
Fonds de commerce	150 123	180			150 303
Relations Clientèle	16 160				16 160
Frais de développement	19 636		(173)		19 463
Logiciels	40 182	14 850			55 032
Immobilisations incorporelles en-cours	25 115	14 351	(14 520)		24 946
Valeurs brutes	251 652	29 381	(14 693)	-	266 340
Frais d'établissement	437				437
Fonds de commerce	-				-
Relations Clientèle	12 417	429			12 846
Frais de développement	9 966	4 380	(81)		14 265
Logiciels	33 999	3 398			37 397
Immobilisations incorporelles en-cours	-	-			-
Amortissements	56 822	8 207	(81)	-	64 948
Fonds de commerce	6 695				6 695
Logiciels	704		(156)		548
Dépréciations	7 399	-	-	156	7 243
Valeurs nettes	187 431	21 174	-	14 456	194 149

Les provisions pour dépréciation de logiciels concernent, à hauteur de 548 milliers d'euros le logiciel à usage interne Théseus dont la mise au rebut avait été anticipée suite au changement d'ERP au sein du groupe.

Les immobilisations incorporelles en cours concernent des projets sur des logiciels à usage interne ainsi que des frais de développement.

Les relations clientèle se décomposent de la manière suivante :

(en milliers d'euros)	Date d'acquisition	Valeur Brute	Dotation 2022	Amort Cumulé	Valeur Nette
Gfi BUS - Relation Clientèle	01.10.15	14 094	429	10 780	3 314
Gfi IES - Relation Clientèle	01.07.06	1 066		1 066	
Euvoxa - Relation Clientèle	01.01.09	1 000		1 000	
TOTAL		16 160	429	12 846	3 314

NOTE 2 - Immobilisations corporelles

(en milliers d'euros)	31.12.21	Augmentations	Diminutions	Effet des TUP et Reclas.	31.12.22
Matériel de transport	85				85
Instal.techniques, matériel et outillage	26 217	1 577	(3 562)		24 232
Matériel et mobilier de bureau	6 892	42	(1 474)		5 460
Matériel informatique	9 336	2 345	(314)		11 367
Immobilisations en cours	100	11 647	(179)		11 568
Autres immobilisations corporelles	16				16
Valeurs brutes	42 647	15 611	(5 529)	0	52 729
Matériel de transport	85				85
Instal.techniques, matériel et outillage	15 186	2 914	(2 097)		16 003
Matériel et mobilier de bureau	4 547	462	(1 252)		3 757
Matériel informatique	6 499	1 747	(314)		7 932
Amortissements	26 317	5 123	(3 663)	0	27 776
Valeurs nettes	16 330	10 488	(1 866)	-	24 953

NOTE 3 - Immobilisations financières

(en milliers d'euros)	31.12.21	Augmentations	Diminutions	Effet des TUP et Reclas.	31.12.22
Titres de participations	414 485	5 000	-	(1 322)	418 163
Actions propres	486	-	(486)	-	0
Versement d'apport non capitalisé	5 823	-	-	-	5 823
Créances rattachées à des participations	256 485	29 313	(28 100)	(7 708)	249 990
Prêts	14 334	1 898	(22)	-	16 210
Dépôts	4 023	72	(358)	-	3 737
Compte de garantie	-	-	-	-	-
Autres créances immobilisées	516		(516)	-	0
Valeurs brutes	696 152	36 283	(29 482)	(9 030)	693 922
Titres de participations	7 122	-	(548)	(842)	5 732
Versement d'apport non capitalisé	5 823	-	-	-	5 823
Créances rattachées à des participations	14 823	785	-	(632)	14 976
Dépréciations	27 767	785	(548)	(1 474)	26 530
Valeurs nettes	668 385	35 498	(28 934)	(7 556)	667 392

TITRES DE PARTICIPATIONS

Les participations sont détaillées dans le tableau des filiales et participations figurant en note 23.

L'augmentation de la valeur brute des titres de participation correspondent aux titres suivants :

- titres Inetum Luxembourg pour un montant de 5000 milliers d'euros à la suite de la décision du 30 novembre 2022 d'augmenter le capital de Inetum Luxembourg SA par compensation avec une partie des dettes envers Inetum

La diminution de la valeur brute des titres de participation correspond aux titres des sociétés toupées au 31/12/2022 suivants :

- titres Inetum Africa pour un montant de 1321 milliers d'euros (dépréciés à hauteur de 842 milliers d'euros) ;
- titres Inetum Immobilier France pour un montant de 1 milliers d'euros ;
- titres GFI 10 pour 100 euros.

Les dépréciations de titres de participation, compte tenu des valeurs d'inventaire déterminées au 31 décembre 2022 (sur la base des prévisions sur 5 ans avec des taux d'actualisation de 9 % et 14%), et de la situation nette comptable des filiales, s'élèvent à 5 732 milliers d'euros. Elles se décomposent de la manière suivante :

- Inetum Business Solutions France pour 1 482 milliers d'euros ;
- Inetum UK Limited pour 1 637 milliers d'euros ;
- Inetum Holding Tunisie pour 2 360 milliers d'euros ;
- Inetum Cote d'Ivoire pour 253 milliers d'euros.

ACTIONS PROPRES

Les actions propres s'élèvent à 486 milliers d'euros, correspondant à 70 030 titres représentant 0,1 % du capital social ont été rachetées par le nouvel actionnaire le 19 Juillet 2022.

VERSEMENT D'APPORT NON CAPITALISÉ

Le versement d'apport non capitalisé correspond à un versement en « quasi capital » de 5 823 milliers d'euros au profit de la filiale allemande Inetum Germany. Ce montant est totalement déprécié.

CRÉANCES RATTACHÉES À DES PARTICIPATIONS

Les créances rattachées à des participations correspondent aux comptes courants des filiales long terme, dans le cadre des conventions de trésorerie du Groupe ou des conventions de prêts.

Les dépréciations des créances rattachées à des participations s'élèvent à 14975 milliers d'euros et concernent les créances financières sur :

- Inetum Germany pour 13 256 milliers d'euros ;
- Inetum Cote d'Ivoire pour 1 719 milliers d'euros ;

NOTE 4 - Clients et comptes rattachés

(en milliers d'euros)	31.12.22	dont produits à recevoir	31.12.21
Clients hors Groupe	33 840		47 243
Clients Groupe	31 558		15 858
Créances cédées au factor	52 379		104 935
Factures à établir	96 762	96 762	64 135
Créances litigieuses	659		497
Effets à recevoir	144		29
Clients et comptes rattachés, brut	215 344	96 762	232 698
Dépréciation des créances douteuses	(16 609)		(15 520)
Clients et comptes rattachés, net	198 735	96 764	217 178

L'ensemble des créances clients et comptes rattachés présente des échéances inférieures à un an.

Suite à la mise en place du contrat de cessions de créances clients au factor sans recours, les créances cédées ne figurent plus dans le poste clients.

Les créances clients cédées dans le cadre d'un contrat d'affacturage sans recours représentent un montant TTC de 106 360 milliers d'euros.

NOTE 5 - Autres créances

(en milliers d'euros)	31.12.22	dont produits à recevoir	31.12.21
<u>Etat et autres collectivités publiques</u>			
Créance de CICE	10		342
Autres Crédits d'impôts du groupe d'intégration fiscale	33 055		34 935
Taxe sur la valeur ajoutée	11 809		8 285
Autres impôts	481		1 595
Autres produits à recevoir	0		0
<u>Filiales</u>			
Filiales intégrées fiscalement, Impôt sur les bénéfices	2 891		1 805
Comptes courants débiteurs Groupe	88 909		90 990
Créances liées au personnel	9 935	1 156	10 344
Débiteurs divers	1 180		269
Avoirs à recevoir	222	222	38
Total	148 497	1 378	148 602
Dépréciation des autres créances	(643)		0
Total autres créances	147 854	1 378	148 602

CRÉDITS D'IMPÔT DU GROUPE D'INTÉGRATION FISCALE

Crédit d'impôt recherche

Les crédits d'impôt recherche comprennent la part portée par la Société pour le compte de ses filiales intégrées fiscalement, à hauteur de 5 736 milliers d'euros. La contrepartie est présentée au passif en « Dettes fiscales » pour le même montant (cf. note 10 Dettes d'exploitation et autres).

ÉCHÉANCES

Les autres créances ont toutes une échéance inférieure à un an, à l'exception des créances de CIR afférentes aux exercices 2020 à 2022, pour un montant de 33 055 milliers d'euros.

NOTE 6 - Comptes de régularisation

CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE

Les charges constatées d'avance correspondent à des charges d'exploitation engagées au cours de l'exercice qui se rattachent à l'exercice suivant.

CHARGES À RÉPARTIR SUR PLUSIEURS EXERCICES

Suite au remboursement des emprunts, les charges à répartir sur plusieurs exercices concernant les emprunts ont été reprises intégralement sur l'exercice.

(en milliers)	Valeur brute	Amort. cumulés	Valeur nette	Augmentation	Amort.	Valeur nette
	31.12.21	31.12.21	31.12.21			31.12.22
Frais d'émission emprunt obligataire 90M 2018	495	(242)	253	-	(253)	-
Frais d'émission emprunt 410M 2018	4 400	(4 400)	-	-	-	-
Frais d'émission emprunt 2020	8 352	(2 787)	5 565	35	(5 600)	-
Frais d'émission emprunt Obligataire 40M 2020	770	(206)	564	-	(564)	-
Frais d'émission emprunt Obligataire 60M 2020	630	(100)	530	-	(530)	-
Total des charges à répartir	14 647	(7 735)	6 912	35	(6 947)	-

NOTE 7 - Capitaux propres

(en milliers d'euros)	Avant Affectation au 31.12.2021	Variation	Distribution de dividendes	TUP	Affectation du Résultat 2021	Résultat 2022	Avant Affectation au 31.12.2022
Capital	133 141	1 554	-		-	-	134 695
Primes d'émission	71 004	(10 000)	-		-	-	61 004
Primes de fusion	1 078	-	-	-	-	-	1 078
Réserve légale	13 063	-	-		251	-	13 314
Report à nouveau	75 354	(1 554)	-		24 022	-	97 822
Résultat de l'exercice	24 273	-	-		(24 273)	22 817	22 817
Provisions réglementées	38 287	7 526	-			-	45 813
Total	356 200	(2 474)	-	-	-	22 817	376 544

Les variations des postes Capital, primes d'émission et report à nouveau sont présentées dans les faits significatifs de l'exercice.

CAPITAL SOCIAL

Au 31 décembre 2022, le capital social s'élève à 134 695 416 euros, composé de 67 347 708 actions de 2 euros de valeur nominale. Ces actions sont toutes de même catégorie.

PROVISIONS RÉGLEMENTÉES

Les provisions réglementées correspondent aux amortissements dérogatoires cumulés constatés sur les logiciels développés destinés à un usage interne et aux frais de développement activés.

NOTE 8 - Provisions pour risques et charges

VARIATIONS DES PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

(en milliers d'euros)	31.12.22	31.12.21
Litiges prud'hommaux et divers risques salariaux	723	887
Risques fiscaux, sociaux et autres	722	2 300
Total des provisions pour risques et charges	1 445	3 187

Les dotations et reprises aux provisions pour risques sont comptabilisées en résultat exceptionnel.

NOTE 9 - Dettes financières

Les échéances des emprunts et dettes au 31 décembre 2022 se décomposent de la façon suivante :

(en milliers d'euros)	31.12.22	échéances		31.12.21
		- 1 an	1 à 5 ans	
Emprunts obligataires	-	-	-	190 000
Intérêts courus sur emprunts obligataires	-	-	-	4 034
Emprunts obligataires	-	-	-	194 034
Emprunts moyen terme auprès des établissements de crédit	-	-	-	379 565
Intérêts courus non échus	-	-	-	20
Tirage factor	-	-	-	-
Concours bancaires courants	-	-	-	62
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	-	-	-	379 648
Dettes rattachées à des participations Groupe	626 584	90 958	535 626	140 163
Caution reçue	1 167	1 167	-	1 167
Intérêts courus à payer	9 266	9 265	-	159
Dettes rattachées à des participations	637 016	101 390	535 626	141 489
Total	637 016	101 390	535 626	715 171

EMPRUNTS

Les emprunts bancaires et obligataires ont été remboursés dans leur totalité au cours de l'exercice.

Emprunt auprès des Associés

Un emprunt auprès de Granite France Bidco a été contracté le 20 juillet 2022 avec un montant principal de 535 599 933 euros et une facilité de 30 000 000 euros.

NOTE 10 - Dettes d'exploitation et autres

(en milliers d'euros)	31.12.22	dont charges à payer	31.12.21
Avances et acomptes reçus sur commandes	2 272	-	1 259
Fournisseurs	32 590	-	30 568
Factures non parvenues	24 092	24 092	20 673
Dettes fournisseurs	56 682	24 092	51 242
Dettes sociales			
Comité entreprise et rémunérations dues	614	-	470
Provision congés payés, 13ème mois et ARTT	36 982	36 982	42 429
Provision pour bonus	7 846	7 846	8 825
Autres dettes envers le personnel	1 770	1 770	510
Dettes envers les organismes sociaux			
Organismes sociaux	34 721	-	31 989
Charges sociales sur provisions congés payés, 13ème mois et ARTT	16 127	16 127	18 502
Charges sociales sur provisions bonus	3 421	3 421	3 848
Provision Organic	1 234	1 234	1 258
Autres provisions sur charges (taxe apprentissage, taxe sur sur l'effort construction...)	5 798	5 798	6 267
Dettes fiscales			
Taxe sur la valeur ajoutée	65 344	65 344	54 282
Filiales intégrées fiscalement, Crédits d'impôts dus	5 737	-	5 568
Etat, Impôts sur les bénéfices	-	-	23
CET	357	357	548
TVTS	173	173	169
Prélèvement à la source	2 907	-	2 841
Autres provisions sur charges	-	-	94
Dettes fiscales et sociales	183 030	139 052	177 626
Fournisseurs d'immobilisations	2 243	-	1 179
Factures non parvenues d'immobilisations	9 669	9 669	245
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	11 911	9 669	1 424
Avoirs à établir	12 607	12 607	8 650
Créditeurs divers	182	182	656
Autres dettes	12 790	12 789	9 306

L'ensemble des dettes d'exploitation a une échéance inférieure à un an, à l'exception du crédit d'impôt dû aux filiales intégrées. Ce montant suivra le même échéancier que les créances liées (cf. note 5).

2.5 Notes sur le compte de résultat

NOTE 11 - Chiffre d'affaires

(en milliers)	31.12.22	France	Etranger
Ventes de marchandises	5 680	3 871	1 809
Ventes de services	880 177	826 607	53 570
Chiffre d'affaires	885 857	830 478	55 379
en %	100%	94%	6%

NOTE 12 – Production immobilisée

La production immobilisée s'élève à 14 071 milliers d'euros, dont ;

- 1 021 milliers d'euros concernent des frais de développement activés ;
- 13 050 milliers d'euros concernent des immobilisations destinées à un usage interne.

NOTE 13 – Reprises de dépréciations, provisions et transferts de charges

(en milliers d'euros)	2022	2021
Reprises dépréciations sur actif circulant	1 143	1 306
Reprises dépréciations pour risques et charges	600	-
Transfert de charges	15 059	11 900
Total	16 802	13 206

Les transferts de charges comprennent principalement les éléments ci-dessous :

- des coûts de licenciements pour 8 717 milliers d'euros ;
- des coûts de remise en état suite aux déménagements survenus en 2022 pour 2 385 milliers d'euros ;
- des frais d'étude et d'audit en vue d'acquérir de nouvelles participations pour un montant de 1 888 milliers d'euros ;
- des honoraires de conseils sur la gestion des participations acquises 1 065 milliers d'euros ;
- des coûts de litiges pour un montant de 589 milliers d'euros ;
- de diverses autres charges d'exploitation pour 415 milliers d'euros.

NOTE 14 – Dotations aux amortissements et dépréciations

(en milliers d'euros)		2022	2021
Dotations aux amortissements des immobilisations incorporelles	note 1	6 624	5 759
Dotations aux amortissements des immobilisations corporelles	note 2	4 738	4 262
Dotations aux amortissements des charges d'exploitation à répartir	note 6	6 947	1 966
Dotations aux dépréciations sur actif circulant		2 104	1 157
Dotations aux dépréciations pour risques et charges		-	-
Total		20 413	13 144

NOTE 15 - Résultat financier

Les éléments constitutifs du résultat financier sont les suivants :

(en milliers d'euros)	2022	2021
Revenus des titres de participation	24 950	20 605
Revenus des comptes courants	10 158	7 206
Produits net sur cessions de VMP	-	-
Gains de change	163	74
Autres produits financiers	6 530	40
Reprises de dépréciations des titres de participation	548	577
Reprises de provisions pour charges financières	-	-
Reprises de dépréciation sur compte courant et créances rattachées	-	609
Reprises pour autres provisions financières	-	-
Produits financiers	42 349	29 111
Intérêts sur emprunts	(6 888)	(16 681)
Intérêts sur compte courant	(9 950)	(887)
Intérêts bancaires	1	(17)
Intérêts d'affacturage	(1 214)	(419)
Pertes de change	(149)	(41)
Intérêts sur Swap	(299)	(603)
Provisions des pertes de change	-	-
Dépréciations des titres de participation	-	(1 097)
Dépréciations de compte courant et créances rattachées	(785)	(144)
Dépréciations des actions propres	-	-
Dépréciations des autres immobilisations financières	-	-
Autres charges financières	(15 232)	-
Charges financières	(34 516)	(19 889)
RESULTAT FINANCIER	7 833	9 222

REVENUS DES TITRES DE PARTICIPATION

Inetum aperçu de ses filiales en 2022 un montant de dividendes de 24 950 milliers d'euros détaillé comme suit :

- 21 700 milliers d'euros de Inetum Realdolmen Belgium
- 2 000 milliers d'euros de Inetum Software France
- 1 150 milliers d'euros de Inetum Tech Portugal
- 100 milliers d'euros de Inetum Immobilier

DEPRECIATION DES TITRES DE PARTICIPATION, CREANCES RATTACHEES A DES PARTICIPATIONS ET COMPTES COURANTS GROUPE

Les reprises de provision sur les titres de participation concernent Inetum Business Solutions France à hauteur de 547 milliers d'euros.

Les dotations de provisions pour dépréciation des comptes courants groupe et des créances rattachées à des participations concernent Inetum Côte d'Ivoire pour 349 milliers d'euros et Inetum Germany pour 436 milliers d'euros.

AUTRES PRODUITS FINANCIERS

Les autres produits financiers s'élèvent à 6 530 milliers d'euros et sont constitués principalement de :

- 5 840 milliers d'euros liés à l'annulation des instruments de couverture
- 676 milliers d'euros des boni de fusions des entités Inetum Africa et Inetum Immobilier

NOTE 16 - Résultat exceptionnel

Les éléments constitutifs du résultat exceptionnel sont les suivants :

(en milliers d'euros)	2022	Produits exceptionnels 2022	Charges exceptionnelles 2022
Coûts des licenciements	(8 717)	-	(8 717)
Coût des études et audits d'acquisitions	(1 888)	-	(1 888)
Honoraires et charges diverses sur opérations exceptionnelles	(2 634)	-	(2 634)
Coût des loyers et charges versées sur bureaux vacants	(2 447)	-	(2 447)
Coûts des redressements fiscaux	(67)	-	(67)
Autres	739	739	-
Produits et charges exceptionnels sur opérations de gestion	(15 015)	739	(15 754)
Bonis et malis sur achat d'actions propres	(486)	-	(486)
Cessions d'immobilisations corporelles	(91)	-	(91)
Cessions d'immobilisations financières	(1 514)	-	(1 514)
Produits et charges exceptionnels sur opérations en capital	(2 091)	-	(2 091)
Dotation et reprises aux provisions pour risques exceptionnels	156	156	-
Dotations et reprises aux amortissements dérogatoires	(7 526)	6 851	(14 377)
Dotations et reprises aux provisions sur litiges prud'homaux et autres risques sociaux	164	765	(601)
Autres dotations et reprises	(1 164)	1 700	(2 864)
Dotations et reprises sur provisions exceptionnelles	(8 370)	9 472	(17 842)
RESULTAT EXCEPTIONNEL	(25 476)	10 211	(35 687)

COÛTS DES LICENCIEMENTS

Les coûts de licenciement relatifs aux restructurations réalisées ne sont pas considérés comme inhérents à l'activité opérationnelle de la Société. Ces coûts, nets des reprises de provisions correspondantes s'élèvent à 8 717 milliers d'euros sur l'exercice 2022.

COÛTS DES ÉTUDES ET AUDITS D'ACQUISITIONS

Ces coûts sont relatifs aux études et audits de sociétés cibles dans le cadre de notre stratégie de croissance externe. Ils s'élèvent à 1 888 milliers d'euros. Le cas échéant, ces coûts ont été refacturés aux filiales ayant acquis les titres des sociétés.

HONORAIRES ET CHARGES DIVERSES SUR OPÉRATIONS EXCEPTIONNELLES

Ces coûts correspondent à des honoraires considérés comme non inhérents à l'activité opérationnelle de la Société. Ils s'élèvent à 2 634 milliers d'euros.

COÛTS DES LOYERS ET CHARGES VERSÉS SUR BUREAUX VACANTS

Ces coûts sont liés aux divers déménagements et charges afférentes aux locaux restants inoccupés durant l'exercice soit un montant de 2 447 milliers d'euros.

NOTE 17 – Participation des salariés

Dans le cadre de l'accord passé au sein de l'unité économique et sociale regroupant Inetum et Inetum Software, la participation de l'exercice est calculée selon une formule dérogatoire, sauf dans le cas où la règle de droit commun serait plus avantageuse pour les salariés.

La Société ne distribuera pas de participation au titre de l'année 2022 aux salariés de l'UES.

NOTE 18 – Impôt sur les bénéfices

Au titre de l'exercice, la Société a enregistré un produit net d'impôts de 5 955 milliers d'euros, qui se décompose de la manière suivante :

(en milliers d'euros)	Courant	Exceptionnel	2022
Résultat net comptable	41 707	(25 476)	16 231
- Impôt sur les sociétés	6 586		6 586
Résultat comptable avant impôt et participation	48 293	(25 476)	22 817
Réintégrations	4 017	434	4 451
Déductions	(33 252)	(1 267)	(34 519)
Base imposable transmise au Groupe d'intégration fiscale	19 058	(26 309)	(7 251)
Impôt sur les bénéfices, produit sur les sociétés intégrées			2 936
Impôt sur les bénéfices, charge du Groupe d'intégration fiscale			(253)
Total impôt sur les bénéfices			2 683
Contribution sur les dividendes versés et autres			
Autres			(2 061)
Crédit d'impôt Mécénat			808
Crédit d'impôt famille			85
Crédit d'impôt recherche			5 072
Total Impôt sur les sociétés			6 586

INTÉGRATION FISCALE

En France, le périmètre d'intégration fiscale d'Inetum au 31 décembre 2022 comprend le résultat des 4 sociétés suivantes :

Inetum, Inetum Software France, Inetum Business Solutions France, Inetum Modernisations Solutions.

DÉFICIT FISCAL

La Société dispose d'un déficit fiscal reportable.

- de 94 086 milliers d'euros au titre du groupe d'intégration fiscale dont elle est la mère
- de 2 085 milliers d'euros au titre de ses déficits propres.
- Dans le cadre de l'intégration fiscale, Inetum a utilisé les pertes fiscales de ses filiales intégrées et n'a pas provisionné la restitution de l'économie d'impôt réalisée.

ACCROISSEMENT ET ALLÈGEMENT DE LA DETTE FUTURE D'IMPÔT

(en milliers d'euros)	Base	Impôts
Contribution solidarité	1 161	387
Participation à l'effort de construction	-	-
Total allègements	1 161	387

2.6 Autres informations

NOTE 19 - Engagements hors bilan

ENGAGEMENTS HORS BILAN LIES AUX ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES

(en milliers d'euros)	2022	2021
Garanties de paiement des loyers	125	125
Garanties sur contrats clients	731	893
Garanties sur contrats fournisseurs	4	4
Garanties sur contrats sous-traitance	223	223
Cautions bancaires	1 083	1 245
Cautions Bancaires	2 080	2 080
Lettre de Confort	24 794	26 302
Garantie Autonome	1 670	1 555
Garanties données au profit de filiales	28 544	29 937
Sur contrats de location immobilière	53 393	16 000
Sur contrats de location mobilière		-
Engagements au titres des contrats de location	53 393	16 000
Sur indemnités de départ à la retraite	48 903	51 363
Autres	48 903	51 363

Garanties données au profit des filiales

Des cautions bancaires ont été données au profit de :

- Inetum Modernisations Solutions pour un montant de 2 000 milliers d'euros ;
- Roff pour un montant de 80 milliers d'euros.

Engagement sur contrats de location immobilière

Au titre de ses engagements sur contrats de location immobilière, la Société porte notamment les contrats suivants :

- bail du nouveau site de Saint Ouen : signé en 2022 pour une durée ferme de 10 ans. Au 31 décembre 2022, l'engagement correspondant s'élève à 41.7 millions d'euros ;
- bail du site de Toulouse : renouvelé en 2021 pour une durée ferme de 9 ans. Au 31 décembre 2022, l'engagement correspondant s'élève à 6.1 millions d'euros ;
- bail du site de La chapelle sur Erdre : renouvelé pour une durée ferme de 6 ans. Au 31 décembre 2022, l'engagement correspondant s'élève à 1.2 millions d'euros ;
- bail des sites de Courbevoie conclu en mars 2018 pour une durée ferme de 6 ans. Au 31 décembre 2022, l'engagement correspondant s'élève à 2 millions d'euros.
- Bail du site de La Chapelle sur Erdre en janvier 2020 pour une durée de 9 ans. Au 31 décembre 2022, l'engagement correspondant s'élève à 509 milliers d'euros

Taxe sur l'effort construction

La Société a prévu d'acquitter la Taxe sur l'effort de construction due au titre de l'exercice 2022 par versement auprès d'un organisme collecteur agréé sous forme de prêt à long terme. Ce versement interviendra fin 2023 pour un montant de 1 870 milliers d'euros.

Engagements en matière d'indemnités de départ à la retraite

Les engagements pris par Inetum concernant les indemnités de départ à la retraite s'élèvent à 48 903 milliers d'euros au 31 décembre 2022 contre 51 363 milliers d'euros au 31 décembre 2021

Ces engagements sont estimés en utilisant la méthode des unités de crédit projetées. Selon cette méthode, les droits à prestation sont affectés aux périodes de service en fonction de la formule d'acquisition des droits du régime, en prenant en compte un effet de linéarisation lorsque le rythme d'acquisition des droits n'est pas uniforme au cours des périodes de service ultérieures.

Les montants des paiements futurs correspondant aux avantages accordés aux salariés sont évalués sur la base d'hypothèses d'évolution des salaires, d'âge de départ, de mortalité, puis ramenés à leur valeur actuelle sur la base des taux d'intérêt des obligations à long terme des émetteurs de première catégorie.

Les indemnités légales et conventionnelles sont calculées pour chacun des salariés du Groupe présent en fonction de leur ancienneté théorique le jour de leur départ en retraite, conformément aux normes applicables. Ces engagements sont déterminés avec une hypothèse de départ à l'initiative du salarié dans 100 % des cas, le taux moyen de charges sociales appliqué est de 47 %. Le calcul des engagements tient compte :

- d'un coefficient de présentisme basé sur le turn-over par classe d'âge, le taux moyen retenu en 2022 ressortant à 12% ;
- d'un taux de revalorisation des salaires moyen de 2.20%.
- et des tables de mortalité INSEE TH/TF 2015-2017 par sexe ;

La durée du régime est estimée à 11,2 ans, le taux d'actualisation retenu s'élève à 3,75% (*versus* 0,74 % fin 2021).

ENGAGEMENTS HORS BILAN LIES AU FINANCEMENT DE LA SOCIÉTÉ

Risques de change

En matière de flux commerciaux, il n'y a pas de couverture de change, l'essentiel des échanges étant effectués dans la zone Euro.

Les flux intragroupes en devises étrangères sont extrêmement limités. Lorsque Inetum investit directement ou indirectement dans une filiale étrangère, l'investissement est généralement réalisé dans la devise du pays qui en bénéficie.

À la connaissance de la Société, la présentation n'omet pas l'existence d'un engagement hors bilan significatif selon les normes en vigueur

NOTE 20 - Rémunération des dirigeants

Le montant total des rémunérations et avantages de toute nature versé au cours des exercices 2021 et 2022 aux membres des organes d'administration et de direction se décompose de la manière suivante :

(en milliers d'euros)	Rémunération fixe	Rémunération variable	Avantages en nature	Jetons de présence	Rémunération totale
2022	1 040	810	4	238	2 092
2021	1 036	1 200	4	508	2 748

NOTE 21 – Effectif moyen

L'effectif moyen de la Société est le suivant :

Effectif moyen	2022	2021
Cadres	7 670	7 475
Employés, techniciens, agents de maîtrise	982	980
Total	8 652	8 455

NOTE 22 - Informations concernant les entreprises liées

Les éléments concernant les entreprises liées et les participations sont résumés comme suit :

(en milliers d'euros)	2022
Participations brutes	418 163
Versement d'apport non capitalisé	5 823
Créances rattachées à des participations	249 990
Dépréciations des immobilisations financières	26 530
Dépôt et cautionnement versé	-
Dépôt et cautionnement reçus	(1 152)
Créances clients et comptes rattachés	31 558
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	(9 421)
Autres créances : débiteurs divers	-
Autres créances : avoirs à recevoir	222
Autres créances : impôt intégration fiscale filiales	-
Autres dettes : CIR filiales	(5 737)
Autres dettes : avoirs à établir	-
Comptes courants débiteurs	88 909
Dépréciations des comptes courants débiteurs	(632)
Comptes courants créditeurs	(100 224)
Dettes rattachées à des participations	(535 626)
Produits d'exploitation	23 980
Charges d'exploitation	(47 171)
Produits financiers	35 108
Charges financières	(9 950)

NOTE 23 - Tableau des filiales et des participations

Les filiales d’Inetum sont les sociétés suivantes :

Dénomination sociale	Siège social		N° SIREN
Participations françaises			
Inetum Software France	7, rue Touzet Gaillard	93400 Saint-Ouen	340 546 993
Inetum Business Solutions France	7, rue Touzet Gaillard	93400 Saint-Ouen	315 930 578
Gfi 7 SARL	7, rue Touzet Gaillard	93400 Saint-Ouen	808 372 924
Inetum Outsourcing France	7, rue Touzet Gaillard	93400 Saint-Ouen	808 373 161
Gfi 9 SARL	7, rue Touzet Gaillard	93400 Saint-Ouen	808 373 237
Participations étrangères			
Inetum Realdolmen Belgium	Avenue Vaucamps 42	1654 Huizingen	BE0 429.037.235
Inetum Espana	Traversia Costa Brava 4	28034 Madrid	A28855260
Inetum Tech Portugal	Ed. Atlantis, Av. D. João II, n°44C, Piso 4 - Parque das Nações	1990-095 Lisboa	PT502726890
Inetum Suisse	Chemin des Aulx, 10	1228 Plan-les-Ouates	CHE-106,845,930
Inetum Luxembourg	33 rue d'Eich	1461 Luxembourg	B 52 391
Inetum Holding Maroc	Parc Casanearshore, Sh. 28, plateau 701 - 1100, Bd Al Qods, Sidi Maârouf	20190 Casablanca	113 607
Inetum Offshore Maroc	Parc Casa Nearshore, Sh. 28, plateau 501 - 601, Bd Al Qods, Sidi Maârouf	20190 Casablanca	163 083
Inetum UK Limited	Albany House, Claremont Lane, Esher	Surrey KT10 9FQ	05054175
Inetum Polska	ul.Wołoska 24	02-675 Warszawa	0000008546
Inetum Cote d'Ivoire	06 Il Plateaux les Vallons, Avenue BOGA Doudou	06 BP 1293 Abidjan	8809862N
Inetum Holding Tunisie	Immeuble Horizon, Rue de la bourse les berges du lac 2	1053 Tunis	1173244k
Gfi Tunisie	Résidence Riadh Soukra- Bloc Folal-AM	2045 El Aouina-Tunis	1515958R
Inetum Middle East Software House LLC	Wesbury Office Tower Unit 1705, Al Abria Street, Business Bay	Dubai	1 340 407
Inetum Egypt	Building 68, Street 115, Maadi	Cairo	107 010

(en milliers d'euros)	Capital	Réserves et report à nouveau avant affectation des résultats	Quote part du capital détenu en %	Valeur comptable des titres détenus	
				Brute	Nette

A-FILIALES (10 % au moins du capital détenu par la société)

Participations françaises

Inetum Software France	France	7 977	14 677	100%	22 075	22 075
Inetum Business Solutions France	France	347	447	100%	4 803	3 321
Gfi 7 SARL	France	1	-	100%	1	1
Inetum Outsourcing France	France	1	(34)	100%	1	1
Gfi 9 SARL	France	1	-	100%	1	1

Participations étrangères

Inetum Realdolmen Belgium	Belgique	31 154	21 014	100%	195 650	195 650
Inetum Espana	Espagne	9 015	132 242	52,14%	88 968	88 968
Inetum Tech Portugal	Portugal	1 500	6 878	100%	10 923	10 923
Inetum Suisse	Suisse	11 482	10 434	100%	74 599	74 599
Inetum Luxembourg	Luxembourg	6 000	(4 031)	100%	5 921	5 921
Inetum Holding Maroc	Maroc	1 656	(539)	100%	1 895	1 895
Inetum Offshore Maroc	Maroc	36	3 417	100%	36	36
Inetum UK Limited	Royaume-Ur	196	(1 061)	100%	1 639	-
Inetum Polska	Pologne	687	(328)	100%	7 642	7 642
Inetum Cote d'Ivoire	Côte d'Ivoire	228	(3 268)	100%	253	-
Inetum Holding Tunisie	Tunisie	418	512	100%	3 501	1 141
Gfi Tunisie	Tunisie	1	20	100%	-	-
Inetum Middle East Software House LLC	EAU	300AED	(2 433)	49%	-	-
Inetum Egypt	Egypte	500EGP	nc	100%	250	250

B- AUTRES PARTICIPATIONS

nc	nc	8%	7	7
----	----	----	---	---

TOTAL					418 163	412 431
--------------	--	--	--	--	----------------	----------------

(en milliers d'euros)		Prêts et avances consentis par la société	Provision sur créances	Cautions et avals donnés par la société	Chiffre d'affaires	Résultat du dernier exercice clos	Dividendes encaissés par la société au cours de l'exercice
-----------------------	--	---	------------------------------	--	--------------------	--	--

A-FILIALES (10 % au moins du capital détenu par la société)

Participations françaises

Inetum Software France	France	-	-	-	140 048	10 701	2 000
Inetum Business Solutions France	France	-	-	-	12 464	548	-
Gfi 7 SARL	France	-	-	-	-	-	-
Inetum Outsourcing France	France	-	-	-	321	(563)	-
Gfi 9 SARL	France	-	-	-	-	-	-

Participations étrangères

Inetum Realdolmen Belgium	Belgique				294 485	3 121	21 700
Inetum Espana	Espagne	145 804			606 935	28 576	
Inetum Tech Portugal	Portugal	25 035	-	-	48 175	1 947	1 150
Inetum Suisse	Suisse	-	-	-	14 064	439	-
Inetum Luxembourg	Luxembourg	11 000	-	-	26 079	927	-
Inetum Holding Maroc	Maroc	16 421	-	-	1 080	(1 693)	-
Inetum Offshore Maroc	Maroc	-	-	-	11 480	814	-
Inetum UK Limited	Royaume-Ur	-	(632)	-	770	(78)	
Inetum Polska	Pologne	16 119			25 063	6 230	-
Inetum Cote d'Ivoire	Côte d'Ivoire	3 948	(1 370)	-	2 827	(417)	-
Inetum Holding Tunisie	Tunisie	-			5 252	(838)	
Gfi Tunisie	Tunisie	-			-	(2)	
Inetum Middle East Software House LLC	EAU	-			2 783	(1 292)	
Inetum Egypt	Egypte				nc	nc	

B- AUTRES PARTICIPATIONS

- - nc nc -

TOTAL		218 327	(2 002)	0	1 191 826	48 420	24 850
--------------	--	----------------	----------------	----------	------------------	---------------	---------------

Inventaire des valeurs mobilières

(en milliers d'euros)	Nombre de titres	Valeur nette comptable 31.12.2022
<u>Participations françaises</u>		
Inetum Software France	10 466 439	22 075
Inetum Business Solutions France	5 925	3 321
Gfi 7 SARL	100	1
Inetum Outsourcing France	100	1
Gfi 9 SARL	100	1
<u>Participations étrangères</u>		
Inetum Realdolmen Belgium	5 207 767	195 650
Inetum Espana	100 000	88 968
Inetum Tech Portugal	12 000	10 923
Inetum Suisse	9 428 334	74 599
Inetum Luxembourg	30 000	5 921
Inetum Holding Maroc	185 000	1 895
Inetum Offshore Maroc	4 000	36
Inetum UK Limited	150 000	-
Inetum Polska	6 000	7 642
Inetum Cote d'Ivoire	15 000	-
Inetum Holding Tunisie	113 332	1 141
Gfi Tunisie	100	-
Inetum Middle East Software House LLC	147	-
Inetum Egypt	500 000	250
Total		412 424

NOTE 24 - IDENTITE DE LA SOCIETE MERE CONSOLIDANT LES COMPTES

Les comptes de la société sont consolidés par la société Granite BC Holdco.